

## Roumanie : Ceausescu est mort, mais ses successeurs sont aussi ses héritiers.

Il aura donc fallu l'insurrection populaire de Timisoara et l'extension du mouvement de protestation à d'autres villes, en premier lieu à la capitale Bucarest, pour renverser la crapule sanguinaire qui dirigeait le pays. Mais Ceausescu n'était même pas encore tombé que se sont mises en marche toutes les forces désireuses d'étouffer le mouvement populaire avant qu'il ne menace réellement de se déployer et de devenir révolutionnaire. Commencé dans l'héroïsme populaire, cet enchaînement d'événements que, du *Figaro* à *l'Humanité*, tout l'éventail politique de la France bourgeoise appelle d'autant plus volontiers "la révolution roumaine" que tout ce beau monde a une

sainte trouille qu'il devienne réellement une révolution, est-il en train de tourner à la farce sinistre ?

Ces événements vont-ils seulement aboutir à quelques changements de personnes à la tête du gouvernement et à la dissolution de la Securitate, cette garde prétorienne du clan Ceausescu (encore que, pour l'instant, il n'est même pas question de sa dissolution, mais seulement de sa subordination à l'autorité du ministre de la Défense) ? Et cela, sans que rien ne change par ailleurs, ni l'armée, ni la police, ni l'administration de l'Etat ni, à plus forte raison, la misère ? Vont-ils aboutir en somme, au mieux au même résultat que les réformes engagées d'en haut dans les autres

Démocraties Populaires, les victimes du bain de sang en plus et, au pire, à une dictature militaire à peine plus libérale que le régime paranoïaque des Ceausescu ?

Le dernier mot n'a pas encore été dit en Roumanie. Mais tous, toutes les grandes puissances au dehors, et toutes les forces politiques et militaires qui se manifestent au-dedans, agissent pour que le dernier mot ne revienne pas au peuple. Le peuple sera-t-il capable, dans les jours qui viennent, de se donner les moyens, c'est à dire l'organisation, la conscience et les armes pour s'opposer à cette évolution ? Rien ne permet pour l'instant de le dire.

### LE SOULEVEMENT DE TIMISOARA

Il est difficile de se faire une idée, même maintenant que les informations circulent relativement librement, du degré de conscience et d'organisation de la population de Timisoara d'où tout est parti. Mais le fait que même le bain de sang du dimanche 17 décembre n'ait pas stoppé le mouvement témoigne d'une détermination incontestable.

Parti de la réaction de la minorité d'origine hongroise contre une des multiples provocations du pouvoir, la menace de déportation d'un pasteur contestataire, le mouvement s'est étendu à la majorité de la population de cette ville, toutes ethnies confondues. Une cinquantaine de milliers de personnes — sur un total de 350 000 — auraient participé à cette manifestation du dimanche 17 décembre qui s'est terminée par une véritable tuerie. On ne sait toujours pas si le nombre des victimes se chiffre par centaines ou par milliers ; d'autant que les forces armées poursuivaient les manifestants jusqu'à l'intérieur des immeubles.

D'après la version officielle et intéressée d'aujourd'hui, la fusillade aurait été le fait de la "Securitate". Mais il semble bien que, au moins dans un premier temps, l'armée ait participé à la tuerie.

La tuerie n'a pas arrêté l'émeute populaire. Au contraire, semble-t-il, elle a contribué à lancer dans les manifestations les quartiers ouvriers de cette ville industrielle. S'il faut en croire des témoignages rapportés par *Libération*, le mardi 19 décembre, c'est-à-dire le surlendemain du bain de sang et à un moment où, la ville voisine d'Arad mise à part, le restant de la Roumanie ne bougeait pas encore, un cortège ouvrier s'est formé à partir des usines de chaussures Banato, pour aller d'usine en usine avant de se rendre devant le siège local du parti. Manifestation renouvelée le lendemain, le mercredi 20. A l'exception de la fabrique de pain, toutes les usines de la ville et de ses faubourgs auraient alors été en grève totale. Le clan Ceausescu — le dictateur, lui, était encore en visite

officielle en Iran — a compris que la fusillade ne suffisait plus. Il a envoyé un vice-premier ministre pour tenter de négocier avec les insurgés. Sans succès. Le ministre est reparti sous les huées.

Rien n'indique que, même à ce stade, une partie des manifestants ait commencé à s'armer. Mais, en revanche, c'est bien ces 19 et 20 décembre que semblent avoir eu lieu des scènes de fraternisation entre des soldats et la population. Fait particulièrement inquiétant pour le pouvoir, qui a décidé alors de retirer l'armée de Timisoara, pour encercler la ville de l'extérieur, et l'isoler du reste du pays. La version officielle d'aujourd'hui est que ce retrait a été provoqué par la menace des ouvriers de faire sauter les deux principales usines chimiques de la ville. Mais le début de fraternisation entre les soldats et la population était probablement une menace autrement plus explosive : celle de la dislocation de l'armée et, peut-être, de l'armement du peuple.

### LA REACTION DE L'ETAT-MAJOR...

Si Timisoara était restée seule, à l'instar de Brasov dont la population révoltée en novembre 1987 s'est retrouvée isolée, la menace aurait pu apparaître limitée. Mais Timisoara n'est pas restée seule. Après Arad, c'est Cluj et Brasov qui semblent avoir été touchées par des manifestations. Mais toutes ces villes sont encore en Transylvanie ; cette partie du pays où l'existence de fortes minorités nationales, hongroise et dans une moindre mesure allemande et serbe, qui se sentaient particulièrement opprimées sous la dictature de Ceausescu, et qui étaient sans doute plus informées par la radio et plus touchées par ce qui se passait dans toute l'Europe centrale, rendait la situation explosive.

Mais voilà que, le jeudi 21 décembre, le meeting monstre convoqué à Bucarest par Ceausescu de retour au pays, s'est transformé spectaculairement en une démonstration d'hostilité contre le dictateur. Ce ne fut encore qu'une protestation, fût-elle courageuse. Mais ajoutée aux fraternisations de Timisoara, elle a suffi amplement pour convaincre un certain nombre de dignitaires du régime mis à l'écart depuis plus ou moins longtemps par Ceausescu, et surtout l'Etat-major qui avait pourtant le sang tout frais des massacres de Timisoara sur les mains, de passer, comme ils disent depuis, "du côté du peuple", en moins de 24

heures. Avant qu'il ne soit trop tard. C'est à dire avant que le peuple, justement, ne prenne conscience de sa force et ne disloque lui-même l'armée, par en bas, en coupant les soldats de l'Etat-major compromis jusqu'à la moelle aux côtés de Ceausescu.

Etant donnée la rapidité avec laquelle les choses se sont faites, peut-être ne s'est-il pas agi d'une improvisation. Dans ce régime roumain dont les dirigeants se flattent, depuis plus de vingt ans, de leur relative indépendance à l'égard de Moscou, c'est sans doute le sommet de l'armée qui est le plus lié à Moscou. Un grand nombre d'officiers généraux ont parachevé leurs classes dans les académies militaires soviétiques. Cela crée des liens. Ce n'est sans doute pas pour rien que, pour bétonner son pouvoir personnel, Ceausescu a éprouvé le besoin de flanquer depuis longtemps le ministre de la Défense en exercice de son propre frère, en qualité de vice-ministre. Ce n'est pas pour rien non plus qu'il a donné à la Securitate des moyens qui lui permettent de servir de contre-poids à l'armée.

Mais il importe peu de savoir si c'est seulement le soulèvement de Timisoara et la menace de son extension qui a convaincu l'Etat-major qu'il fallait se débarrasser d'un Ceausescu décidément trop mal vu et encombrant ou si ces événements ont fourni l'occasion d'exécuter un plan préparé d'avance avec l'accord et la complicité de Gorbatchev... et de ses amis

dirigeants du camp occidental. Le fait est que c'est le retournement de l'Etat-major qui a scellé le sort de Ceausescu. L'Etat-major a offert au peuple la peau du dictateur, au propre comme au figuré, pour sauver l'unité de l'armée, c'est-à-dire la subordination de la troupe à l'Etat-major.

Contrairement à ce qui s'est passé lors de l'insurrection hongroise de 1956, l'armée ne s'est pas disloquée dans le contact avec une population armée. Le peuple de Bucarest n'a pas eu le temps de s'armer. Peut-être n'en avait-il pas, ou pas encore, la volonté. L'Etat-major ne lui a pas laissé le temps d'en comprendre la nécessité. Il n'y a pas eu non plus, à Bucarest, d'organisations comparables aux Conseils ouvriers de Budapest. L'armée est restée, tout au long des événements, le seul élément d'organisation.

Le peuple a été convié à la fête juste assez pour lui faire croire qu'il avait remporté une victoire en ayant "gagné l'armée à la révolution" — mais pas trop, pour qu'il soit convaincu que c'est à l'armée, Etat-major en tête, qu'il doit sa libération. D'où cette tragi-comédie du "procès" des Ceausescu, filmé pour qu'on ait le temps de charger les seuls Ceausescu de la responsabilité de tous les crimes du régime, mais expéditif pour que le procès ne puisse pas montrer à quel point ses successeurs portent, eux aussi, la responsabilité de la dictature.

## ...ET DES MILIEUX POLITIQUES

Pendant que l'Etat-major faisait, dans l'ombre, le choix décisif, les milieux politiques cherchaient fébrilement de quoi combler le vide politique, avant même qu'il apparaisse.

La chronologie de ce vendredi 22 décembre, date que les commentateurs retiennent comme celle de la "victoire de la révolution", est éloquente. La nuit précédente, l'armée tirait encore sur les manifestants. A 10 h 50, la radio annonçait l'état d'urgence décidé par Ceausescu sur l'ensemble du territoire (en même temps que le "suicide" du ministre de la Défense : punition pour le retournement déjà en cours de l'Etat-major ? ou levée du dernier obstacle pour ce retournement au sommet ?) Et à 11 h 40 déjà, l'ancien ministre des affaires étrangères de Ceausescu, Corneliu Manescu, est le premier à annoncer sa candidature à

la succession, en annonçant la création d'un Front de salut de la patrie. Ceausescu est encore, paraît-il, dans son Palais. Mais la course pour combler le vide est déjà partie. Au nom de la Révolution anti-Ceausescu, bien entendu.

Et commence alors le ballet chaotique des intellectuels plus ou moins dissidents ou pas dissidents du tout ; des hommes politiques plus ou moins mis à l'écart ou dont on disait qu'ils l'ont été ou qu'ils auraient pu l'être ; des ex-ministres qui clament d'autant plus haut qu'ils ont volontairement abandonné il y a déjà cinq, dix ou quinze ans le service de Ceausescu et les privilèges qui allaient avec, que c'est, en fait, le dictateur qui les avait mis à l'écart.

Symbole qui en rappelle un autre : c'est un poète dissident qui annonça le départ du dictateur. Signe

des temps : c'est la télévision qui aura été, pour ceux qui prétendent parler au nom du peuple roumain, ce que fut le balcon de l'Hôtel de Ville de Paris à ceux qui se bouscullaient, en février 1848, pour se poser en représentants du peuple insurgé. Mircea Dinescu, le poète dissident et le metteur en scène Nicolescu, dont la presse rapporte qu'il est un membre du Parti et de l'establishment culturel de Bucarest, qui furent les premiers à annoncer que "le peuple a pris le pouvoir" et à appeler le dit peuple à garder le calme, disposèrent de moyens incommensurablement plus efficaces que Lamartine en son temps, au profit de la même politique de classe. Et de surcroît, le peuple sous le balcon de l'Hôtel de Ville de Paris avait encore quelques moyens de manifester sa désapprobation de ce qui se disait en son nom. Pas le peuple roumain devant les appareils de télévision.

## DE VIEUX SERVITEURS DE LA DICTATURE DEGUISES EN NOUVEAUX DIRIGEANTS

Pourtant, ceux qui défilaient ainsi devant des télé-spectateurs, tant de Roumanie que de l'étranger, et qui se posaient en détenteurs naturels du "pouvoir révolutionnaire" ne sont pas, à quelques exceptions près, de bien ragoûtants personnages. A commencer par tous ces directeurs et présentateurs de la télévision eux-mêmes, rigoureusement et sans aucune exception les mêmes que sous Ceausescu, nullement gênés de passer de la flagornerie abjecte envers le "génie des Carpates" à de fiévreuses déclamations sur le thème de la liberté retrouvée. Puis venaient plusieurs généraux, dont le général commandant de la garnison de Bucarest et, quelques heures plus tard, le chef d'Etat-major en personne, sans parler de plusieurs hauts responsables de la Securitate elle-même.

Puis, le défilé des politiques. La télévision dite "libre" étant devenu l'endroit où l'on blanchissait le passé (même très proche) et où l'on préparait l'avenir, le nouveau "Comité du Salut national" y a pratiquement élu domicile. Il comporte quelques contestataires de longue date (comme Doïna Cornea) qui ont,

effectivement, payé le prix d'avoir pris parti contre Ceausescu, à une époque où tous ceux qu'ils côtoient aujourd'hui dans les allées du nouveau pouvoir, au mieux se taisaient et, plus généralement, chantaient les louanges du dictateur. Il y a, autour de Manescu, l'ancien ministre des affaires étrangères, une brochette d'anciens dignitaires du régime, tombés souvent en disgrâce au début même de l'ascension de Ceausescu car susceptibles d'être des rivaux de ce dernier. Puis il y a la nouvelle génération, si l'on peut dire. Celle qui semble avoir pris le dessus.

C'est le cas de Ion Iliescu le nouveau président de ce Conseil du Front de salut national qui s'est érigé en pouvoir politique. Iliescu a, paraît-il, comme atout, d'avoir été l'ancien condisciple de Gorbatchev dans cet institut Molotov qui formait les hauts cadres du bloc stalinien. Ancien secrétaire du Comité Central sous Ceausescu, ancien ministre de la Jeunesse, ancien responsable même de la propagande du Parti, Iliescu a été certes écarté par la suite. Mais pas si loin que cela des allées du pouvoir et en tout cas, des

privilèges qui vont avec : responsable du parti en province pendant longtemps, puis directeur d'une maison d'édition, il n'a jamais cessé de faire partie de la nomenklatura.

Le nouveau premier ministre, Petre Roman, est trop jeune pour avoir accédé aux sommets du parti. Mais son père était un ancien général, ami de Maurer, l'ancien premier ministre et longtemps grand rival de Ceausescu pour la succession de l'ancien numéro un Gheorgiu-Dej.

Et tous ces ministres, qui restent en place, se contentent seulement de mettre de côté leur carte du Parti et d'exhiber leur affiliation au Front de salut national.

Autant dire que la plupart de ceux qui constituent le nouveau pouvoir, le pouvoir politique visible comme celui un peu plus occulte de l'armée, sortent du sérail de la dictature de Ceausescu. Et ceux qui n'en sortent pas, ou pas directement, appartiennent tous à l'élite privilégiée.

## CEUX QUI ONT PROFITE DU REGIME DE CEAUSESCU, ET QUI ONT BIEN L'INTENTION DE CONTINUER A PROFITER

Ces gens-là jurent aujourd'hui vouloir rompre avec le passé incarné par la famille Ceausescu, présentée aujourd'hui comme l'unique responsable de la misère, de la dictature. Mais la dictature n'était pas suspendue dans l'air. Et elle ne s'exerçait pas au seul profit du Conducator.

La misère des ouvriers et des paysans roumains ne résultait pas seulement des projets économiques fous sortis de la mégalomanie du dictateur. Elle était la contrepartie de l'exploitation forcenée de toutes les classes laborieuses.

Au profit de la seule famille Ceausescu ? Que non ! Au profit de toute cette nomenklatura de l'Etat, de tous ces généraux, de tout cet establishment culturel,

sportif ou artistique, dont les privilèges étaient sans doute dérisoires comparés à ce dont profitent nos bourgeoisies occidentales, mais néanmoins appréciables dans un pays où une partie de la population avait faim. Au profit, tout autant sinon plus, de la bourgeoisie occidentale, de ces banquiers qui ont prêté à Ceausescu et dont les représentants politiques font mine de s'indigner des méthodes utilisées par le dictateur pour extirper de son peuple de quoi les rembourser. Au profit de ces entreprises étrangères, comme Dim, Conforama, les chaussures André et quelques autres, trop heureuses de trouver en Roumanie des sous-traitants avec une main-d'œuvre incomparablement moins chère qu'en France et, de surcroît, sous bonne garde.

Ceausescu a fait leur affaire, à tous ces gens, et pendant longtemps. Ce n'est pas pour rien que, malgré la férocité de la dictature, dont seuls quelques minables responsables du PCF peuvent prétendre qu'ils n'étaient pas au courant, Ceausescu a eu bonne presse, du côté des dirigeants de l'Occident comme de ceux de l'URSS. Il a eu cependant le tort de se cramponner lorsque la haine est devenue trop forte, au point de menacer d'emporter, non seulement le dictateur, mais tout l'Etat, tout ce qui garantissait le calme et l'ordre. Le dictateur a payé, et ce n'est que justice. Mais même cela a été fait pour tromper le peuple, pour calmer sa haine, et pour empêcher que les classes exploitées voient ce qu'il y avait et ce qu'il y a encore derrière la personne du dictateur et de sa compagne.

## ET MAINTENANT ?

La situation est loin d'être stabilisée en Roumanie. C'est bien là le problème, aussi bien des nouveaux dirigeants roumains, que des dirigeants de toutes les grandes puissances qui se sont dépêchées de les reconnaître.

Elle n'est pas stabilisée, déjà en raison de l'inexistence d'une équipe de rechange crédible, acceptée par tout le milieu dirigeant du pays. On peut s'attendre à des rivalités, à des conflits de clans et de factions au sein même des milieux dirigeants, conflits qui seront probablement arbitrés par l'Etat-major — même si celui-ci ne juge pas nécessaire dans l'immédiat de prendre directement le pouvoir en main.

Mais il y a surtout la population elle-même, ces classes pauvres qui ont souffert de la dictature, de l'omniprésence des mouchards et de la police politique comme tout le monde, mais qui, en plus, souffraient du rationnement voire de l'inexistence des produits de première nécessité et, pour beaucoup, de la sous-alimentation et du froid en hiver. Dans quelle mesure ces classes pauvres ont-elles, au travers de la semaine de lutte contre Ceausescu, conquis des moyens de se défendre et la conscience de devoir le faire ?

Dans quelques endroits, comme à Timisoara précisément, il semble que, pendant ces quelques jours où l'armée avait quitté la ville sans encore que l'Etat-major se soit retourné contre Ceausescu, des comités qui émanaient de la population insurgée se soient mis en place. Pendant quelques jours, il semble que ces comités seuls aient eu une autorité dans la population. Mais, à en croire les moyens d'information, même là-bas, l'armée, dès qu'elle se fut opposée à Ceausescu, a repris le contrôle de la situation, sans conflit apparent avec ces comités. Les moyens d'information ne sont cependant sûrement pas objectifs et même pas nécessairement bien informés de cet aspect des choses.

A Bucarest même, les seules images de participation populaire dans le duel opposant l'armée aux membres récalcitrants de la Securitate montrées à la télévision étaient celles d'une population assez courageuse pour affronter les balles, mais désarmée. Les civils accompagnaient les soldats en spectateurs, les aidaient tout au plus à se ravitailler ou à repérer les tireurs isolés de la Securitate. Mais évidemment, la télévision n'a pas vu — ou n'a pas montré — nécessairement tout. Les der-

nières informations font davantage état, à Bucarest comme en province, de groupes de civils armés, contrôlant les passants, se contrôlant les uns les autres et se livrant à l'occasion à la "chasse aux membres de la Securitate" (quand ce n'est pas la chasse aux prétendus mercenaires syriens, lybiens, iraniens etc, accusés d'autant plus facilement que cela permet de blanchir non seulement l'armée, mais même la Securitate...) Mais ce Roumain, dont l'envoyé spécial du *Figaro* rapporte les réflexions déabusées, voit peut-être juste en affirmant que dans bien des cas les "civils armés" les plus bruyants sont des policiers ou d'anciens membres de la "Securitate", d'autant plus enclins à partir à la chasse aux partisans de Ceausescu que cela leur permet de se dédouaner d'avoir été eux-mêmes de ces partisans quelques heures auparavant. A moins que ce soit un type de calomnie mis en circulation pour déconsidérer les insurgés ayant réussi à s'armer auprès des soldats et qui seraient tentés de garder leurs armes. Car tout est possible.

Le nouveau régime ne perd en tout cas rien à ce que la colère de cette partie de la population qui ne se contente pas de l'image télévisée du dictateur fusillé,

trouve un exutoire dans la "chasse aux membres de la "Securitate". Quelques pauvres types, mouchards de bas étage ou tortionnaires de base, y trouveront sans doute une mort qu'ils n'auront pas volée. Mais cela ne changera rien à rien : cela contribuera seulement à accréditer un peu plus l'idée que le nouveau régime est différent de l'ancien, même si les supérieurs des mouchards lynchés continuent à occuper leurs postes.

Cela dit, les appels pressants et répétés des nouvelles autorités demandant à ceux qui possèdent des armes de les rendre à l'armée, laisseraient penser qu'il se trouve des gens qui se sont, en effet, emparés des armes. Ou qu'en tout cas la situation soit assez tendue pour que les dirigeants craignent que cela puisse se produire.

L'avenir dira si les craintes des dirigeants sont fondées ou non. Les classes pauvres de la population ne

semblent pas encore conscientes du fait qu'il ne suffit pas de chasser Ceausescu pour garantir même seulement les libertés dans ce pays pauvre, aux contradictions sociales, nationales multiples ; que la seule garantie qu'elles puissent avoir, c'est leur propre force, leur propre détermination ; en somme, tout ce qui leur avait été nécessaire pour contraindre l'Etat-major à chasser Ceausescu, augmenté de la conscience que l'Etat-major, que l'armée, est leur ennemi mortel.

Mais le nouveau pouvoir qui ne bénéficie pas, au départ déjà, d'une confiance extraordinaire, peut se déconsidérer avant d'avoir fait vraiment illusion.

Il ne suffit pas de promettre des élections pour avril, tout en affirmant qu'il est trop tôt pour autoriser les partis politiques, pour convaincre la population que la démocratie est en marche. Il ne suffit pas

de quelques gestes, comme de jeter une provision d'oranges sur les marchés de Bucarest, ou d'autoriser que le chauffage des immeubles soit poussé de 14 à 20° — encore faut-il avoir les moyens de se chauffer ! — pour remplir réellement les magasins vides et pour donner aux ouvriers mal payés ou aux paysans misérables de quoi s'approvisionner correctement : et Ceausescu ne pourra pas servir longtemps de bouc émissaire pour justifier la misère.

La population pauvre aura, peut-être, le temps d'apprendre. Alors, les nouveaux détenteurs du pouvoir, comme les politiciens occidentaux, auront toutes les raisons de parler de "révolution roumaine", mais ils ne feront alors même pas semblant de s'en réjouir.

Georges Kaldy

## Editorial des bulletins d'entreprise du Lundi 26 décembre 1989

# ROUMANIE : CEUX QUI COMBATTENT POUR LA LIBERTE, ET CEUX QUI VOUDRAIENT DEJA LA LEUR CONFISQUER

Le sinistre couple Ceausescu a perdu le pouvoir et la vie et ils n'ont eu que ce qu'ils méritaient. Même si la précipitation et le secret de cette exécution laissent penser que les généraux et les hommes politiques qui ont pris cette décision ont voulu éviter un procès public qui aurait peut-être apporté des précisions gênantes sur leur propre passé.

Ceux qui ont pris la place de Ceausescu ne sont pas des hommes nouveaux, issus de ce mouvement populaire au nom duquel ils prétendent parler. Ce sont des hommes qui, à un moment ou à un autre, ont occupé des responsabilités sous l'ancien régime. Le seul titre qui leur permet d'occuper le devant de la scène aujourd'hui est d'avoir été disgraciés par le dictateur, il y a quelques années ou quelques mois. Les membres de l'Etat-major de l'armée n'ont même pas cette ancienneté dans l'opposition. Il y a quelques semaines ils étaient encore aux ordres du Conducator. Il y a quelques jours, certains parmi eux ont sans doute commandé de faire tirer sur la foule.

De fait, le courage des travailleurs qui se sont mis en grève et de tous ceux qui se sont insurgés à Timisoara amenant les soldats du rang à passer de leur côté avec leurs armes, le courage des manifestants de Bucarest qui ont crié leur haine à la face même de Ceausescu, malgré les chars qui sont entrés dans la foule, ont amené un certain nombre d'hommes politiques du régime et tout l'Etat-major à prendre la décision d'écarter Ceausescu du pouvoir. Les multiples évasions et arrestations de l'ex-dictateur, suivies d'un procès dans l'ombre et d'une exécution rapide n'étant qu'une farce.

Mais ce n'est pas la mort de Ceausescu qu'il faut regretter, c'est le blanchiment express de ceux qui l'ont soutenu et maintenu au pouvoir pendant des années et qui l'ont sacrifié pour ne pas être emportés eux-mêmes par la révolte de la population.

Révolte qui risquait de s'étendre à tous les soldats du rang pour se transformer en révolution véritable.

C'est ce qu'avaient compris, il y a un certain temps déjà, la plupart des dirigeants des pays d'Europe centrale qui savaient qu'un tel risque existait et qui avaient préféré prendre les devants avec plus ou moins d'avance, comme les dirigeants Hongrois, ou plus ou moins de retard, comme ceux de l'Allemagne de l'Est.

Ceausescu s'est cramponné au pouvoir et cela l'a tué. Aujourd'hui les nouveaux chefs de la Roumanie demandent aux civils de rendre les armes ! A qui ? A l'armée bien sûr. Pourtant la meilleure garantie que l'armée, l'Etat-major, ne recommencent pas, serait que les civils, ceux qui ont fait tous les sacrifices, gardent les quelques armes qu'ils possèdent pour se défendre contre tous les candidats Ceausescu à venir.

D'ailleurs dans le monde occidental, il en va de même et tous les hommes politiques au pouvoir à l'Ouest n'ont que des déclarations embarrassées vis-à-vis de la situation anarchique, incontrôlable, comme ils disent, qui pourrait se produire en Roumanie.

Ah ! ils ont bien peur qu'il n'y ait pas en Roumanie d'hommes politiques sachant gouverner et que ce soit finalement la population qui le fasse.

L'aide humanitaire à la Roumanie, ils veulent bien pour le moment. Mais plus tard on verra quel type d'aide ils seront capables d'apporter et quel régime ils soutiendront.

Car aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, les révolutions on aime bien en parler et les couvrir de fleurs quand elles sont loin dans le temps.

De toutes façons, tous les travailleurs peuvent se réjouir de l'actuelle liberté dont le peuple roumain peut bénéficier aujourd'hui, en souhaitant qu'il garde entre les mains les moyens de la conserver.

# LES JESUITES

La chute de Ceausescu fournit l'occasion d'une offensive en règle contre la direction du PCF en général et Marchais en particulier. L'offensive vient, du dedans, du côté des reconstructeurs, et du dehors, d'à peu près tout l'éventail politique.

Il faut, à coup sûr, un sacré culot à la direction du PCF pour prétendre comme elle vient de le faire il y a peu par la bouche de Gremetz, qu'elle "n'était pas bien informée". Les dirigeants staliniens ont beau avoir depuis longtemps renié Staline, ils restent tels qu'en eux-mêmes, des crapules cyniques et des menteurs.

Mais enfin, ceux qui les attaquent aujourd'hui, sont-ils plus honnêtes ? Ces dirigeants reconstructeurs du PCF, n'étaient-ils donc pas informés, eux non plus il y a dix ans, il y a vingt ans, il y a trente ans, de ce qu'étaient les pays de l'Est ? Quand les a-t-on donc

entendus dénoncer ou rompre avec une direction du PCF qui soutenait alors avec autrement plus d'ostentation qu'aujourd'hui, les dictatures de l'Est, les procès staliniens, les exécutions sommaires, les interventions des troupes russes à Berlin-Est, à Budapest, à Prague ?

Et pour franc salaud qu'il soit, Marchais avec ses "bilans globalement positifs" pour les pays de l'Est ou ses vacances en Roumanie en hôte de Ceausescu, est-il donc plus hypocrite que ces Giscard, Chirac, Mitterrand, qui ont tous défilé chez le dictateur roumain ou qui l'ont reçu en grande pompe à Paris et qui, avec les autres dirigeants de l'Ouest comme de l'Est, ont contribué à fabriquer Ceausescu, en lui accordant, du dehors, le crédit qu'il n'avait pas, à l'intérieur, auprès de son peuple ?

Le *Canard Enchaîné* publie un récapitulatif éloquent de "Ces français chavirés par le "Danube de la pensée". A ceci près, que si un Giscard "allait tirer quelques cartouches dans les Carpates entre deux safaris chez Bokassa", ce n'était pas uniquement par amour de la chasse. Mais la France — c'est-à-dire Dim qui fait faire entre le quart et le tiers de ses fabrications de collants à Arad ; Renault qui avait réussi à vendre des licences pour fabriquer les voitures Dacia ; Citroën qui y produisait les voitures Axel, et bien d'autres encore, dans le textile, l'ameublement, l'aluminium (Péchiney) ou le pétrochimie — y avait des intérêts. Après tout, faire des battues avec Ceausescu n'était pas plus indigne que participer au sacre de Bokassa — et c'était pour la même bonne cause — celle des industriels et des financiers français.

## LE STALINISME EST MORIBOND MAIS LE COMMUNISME LUI SURVIVRA !

Avec tout ce que disent les médias devenus aussi prolifiques sur les infâmies du régime Ceausescu qu'ils ont été peu bavards avant, nombreux sont ceux qui y vont de leur couplet sur la "faillite" du communisme.

Le régime de Ceausescu n'a jamais été communiste, ni avant cette date paraît-il fatidique de 1984 où les dirigeants occidentaux commençaient à en dire du mal - et où, accessoirement, Marchais a cessé d'y passer ses vacances - ni après. Ce fut depuis ses origines une dictature infâme ; oh non pas "la dictature du prolétariat", mais au contraire, une dictature pour briser, juguler le prolétariat et toutes les classes exploitées. Comme tous les autres pays de l'Est. Comme le fût le pouvoir de Staline, établi sur le massacre de toute cette génération de véritables communistes qui ont fait la révolution russe de 1917 non pas pour emprisonner la société au nom d'une idéologie quelconque, fut-elle baptisée "marxisme-léninisme", mais au contraire, pour la libérer de toutes les chaînes. Des chaînes de l'oppression policière, comme de celles, plus subtiles, de l'exploitation, même sous un régime démocratique.

La dictature en Union Soviétique ou dans les pays de l'Est n'a jamais gêné les dirigeants du monde impérialiste dit démocratique. Des dictatures, ils en ont secrété, suscité, ou soutenu d'autres, dans leurs sphères d'influence souvent, et parfois, comme dans le cas de l'Allemagne de Hitler, à domicile. Et ils avaient beau savoir que Staline avait le sang de millions de victimes sur les mains, ils savaient pactiser avec lui, contre les peuples, à Yalta ou ailleurs. Comme ils savaient s'entendre avec les clones multiples du "petit père des peuples" dans les pays de l'Est.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire payera sans doute quelque temps, dans les pays de l'Est, la facture de la dégénérescence stalinienne de l'Etat soviétique. Mais le gros de la facture, il l'a déjà payé bien avant, au temps où le stalinisme passait pour l'incarnation du communisme et pesait de toute son autorité néfaste sur le mouvement ouvrier. Et où, grâce à cette supercherie justement, le stalinisme a été un des moyens les plus efficaces de tromper la classe ouvrière, de la juguler ; et par là même, le principal moyen de consolider le système capitaliste.

Ce qui aurait pu être enterré dans les pays de l'Est, ce n'est pas le communisme, c'est sa caricature, son contraire, son cadavre déjà momifié, le

stalinisme. Mais malheureusement, il n'est même pas mort, il est trop utile non seulement à la bureaucratie soviétique mais même à la bourgeoisie, pour mourir tout seul. Il essaie seulement de changer de peau et de nom, car aujourd'hui c'est seulement de cette façon qu'il peut espérer faire oublier le passé, le discrédit qui en découle, mais c'est encore pour pouvoir servir la cause des inégalités et des privilèges.

Mais le communisme, lui, ne pourra mourir que lorsque le capitalisme sera mort. Car le communisme, c'est l'aspiration de la classe ouvrière à la fin de l'exploitation ; c'est l'aspiration de toutes les classes pauvres à l'égalité, à une vie digne des êtres humains ; c'est le mouvement enfin de toute la société vers une organisation plus rationnelle de ses ressources et de ses possibilités, humaines et matérielles, que ne l'est le système capitaliste.

Et ces aspirations renaissent sans cesse même lorsqu'on croit les avoir étouffées, aussi sûrement que le système capitaliste engendre l'inégalité, l'accumulation des richesses à un pôle, la famine et la misère à l'autre. Elles renaissent aussi sûrement que le système capitaliste suscite des régimes dictatoriaux, oppressifs, car les inégalités sociales engendrent inévitablement l'oppression.

C'est bien pourquoi ce ne sont certainement pas les révolutionnaires communistes qui déploreront que les dictatures de l'Est, masquées du nom du communisme ou du socialisme changent ou tombent — fût-ce au profit de régimes qui affirment aujourd'hui être ouvertement pour le système capitaliste, là où hier elles affirmaient faussement d'être socialistes.

La réalité n'en devient pas pire — car cela n'est guère possible — mais elle devient au moins plus claire. C'est bien pourquoi, aussi, les révolutionnaires communistes, les trotskystes qui ont, de tout temps dénoncé et combattu ces régimes, n'ont aucune raison de penser que la cause du communisme est déconsidérée.

C'est le capitalisme qui l'est, et l'influence qu'il est capable d'exercer sur le mouvement ouvrier lui-même et sur ce que le mouvement ouvrier a produit dans le passé. Car le visage hideux qu'a pris l'URSS stalinienne et les régimes qui en sont issus, c'est à la pression de l'environnement impérialiste qu'il le doivent.

Le communisme reste l'avenir de la société.

### UN PROCES POUR LA GALERIE

Que Ceausescu ait été exécuté sommairement, ce n'est pas nous qui le plaindrons.

Mais l'hypocrisie de son simulacre de procès, conduit par des gens sûrement pas meilleurs que lui et ne posant des questions, absurdes, dans le plus pur style stalinien, que pour la galerie, voire pour blanchir l'Etat-major, (du style "pourquoi avez-vous fait habiller en militaires des policiers de la Securitate" ?) ne peut que montrer le profond mépris dans lequel les nouveaux (et ex-) dirigeants du régime tiennent la population.

### LE BOUC EMISSAIRE.

Ceausescu, une fois renversé et sommairement exécuté, n'aura pas seulement servi de bouc émissaire à l'usage de ses ex-complices devenus ses successeurs. Il sert à blanchir indirectement tous les dignitaires des autres pays de l'Est qui ont eu l'intelligence de se poser en "réformateurs", en "démocrates" quelques années, voire quelques mois avant que Ceausescu tombe.

Tyran monstrueux, paranoïaque sanguinaire, oppresseur infâme, Ceausescu ? Assurément !

Mais tout de même, son régime a-t-il été plus sanglant que celui d'un Kadar en Hongrie, salué pourtant avant sa mort par la presse internationale comme l'initiateur du mouvement de réforme mais dont le régime avait été fondé sur l'écrasement de la révolution de 1956 par l'armée russe qu'il a cautionnée et servie ? Et l'Allemagne de l'Est est-elle devenue démocratique simplement parce qu'on a écarté du pouvoir le vieux dictateur Honecker puis son successeur Krenz pour laisser la place à une plus jeune génération grandie au service de la dictature, et qui s'appuie sur les mêmes Vopos qui, il y a quelques mois encore, tiraient à vue sur tous ceux qui tentaient de franchir illégalement la frontière ? Et tous les autres pays de l'Est, dont les régimes se sont badigeonnés d'un peu de vernis parlementaire pour éviter justement des explosions populaires, mais dont l'appareil d'Etat, la police, politique ou pas, l'armée, l'administration sont les mêmes qu'au temps de la dictature ouverte.

Mais il est vrai qu'ils se sont rapprochés de l'Occident, et cela mérite qu'on leur accorde le label de démocraties. Ne serait-ce qu'indirectement, en faisant de Ceausescu un épouvantail unique en son genre, permettant de mieux blanchir les vrais soutiens du régime, l'armée et l'appareil d'Etat, sans compter tous les profiteurs petits et grands qui auront su, à temps, passer du côté de la "démocratie" en gardant les privilèges avec la bénédiction et le soutien de l'Occident.